

France-Boulogne-Billancourt: Statutory audit services

OJ S 206/2022 25/10/2022

Contract notice

Services

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: institut National du Cancer (Inca)

National registration number: 18751277700033

Postal address: 52 avenue andre morizet

Town: Boulogne Billancourt Cedex

NUTS code: FR105 Hauts-de-Seine

Postal code: 92513

Country: France

Contact person: Service achats marchés publics

E-mail: Achat-public@institutcancer.fr**Internet address(es):**Main address: <http://www.e-cancer.fr>Address of the buyer profile: <https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/index.jsp>**I.3. Communication**

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2022_ICe1dHYeMX&v=1&selected=0

[PCSLID=CSL_2022_ICe1dHYeMX&v=1&selected=0](https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2022_ICe1dHYeMX)

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2022_ICe1dHYeMX

I.4. Type of the contracting authority

Body governed by public law

I.5. Main activity

Health

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement**II.1.1. Title**

missions de commissariat aux comptes pour les exercices 2023 à 2028 de l'institut national du cancer

Reference number: 04AJACDAF22

II.1.2. Main CPV code

79212300 Statutory audit services

II.1.3.

Type of contract

Services

II.1.4. Short description

le marché a pour intitulé " missions de commissariat aux comptes pour les exercices comptables 2023 à 2028 " (désignation d'un commissaire aux comptes titulaire et de son suppléant). L'Article 21 de la convention constitutive de l'institut national du cancer (Inca) prévoit en effet que : " Les comptes de l'inca sont soumis à la certification par un commissaire aux comptes. Le titulaire et le suppléant sont nommés par le président de l'inca à l'issue d'une procédure de mise en concurrence ". Le détail des prestations figure au CCTP joint au dossier de consultation

II.1.5. Estimated total value

Value excluding VAT: 270 000,00 EUR

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.2. Additional CPV code(s)

79212300 Statutory audit services

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FR105 Hauts-de-Seine

Main site or place of performance: déplacements et livrables à fournir au siège de l'institut (Boulogne-Billancourt)

II.2.4. Description of the procurement

le titulaire du marché, nommé pour un mandat de 6 exercices comptables, devra exercer un contrôle sur les comptes de l'inca. Il sera nommé par le président de l'inca, à l'issue de la procédure de mise en concurrence. Le titulaire et son suppléant devront être inscrits sur la liste mentionnée à l'article L. 822-1 du code de commerce. A titre indicatif, pour une prestation de certification de compte annuel (un exercice), la volumétrie annuelle estimative de l'inca est en moyenne de 300 heures/an (donnée non contractuelle)

II.2.5. Award criteria

Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

II.2.6. Estimated value

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 72

This contract is subject to renewal: no

II.2.9. Information about the limits on the number of candidates to be invited

Envisaged minimum number: 5 Maximum number: 5 Objective criteria for choosing the limited number of candidates:

critère no 1: relatif aux capacités financières (30 %):- sous-critère no 1: chiffres d'affaires globaux (des 3 derniers exercices disponibles): 40 %,- sous-critère no 2: chiffres d'affaires concernant les services correspondant à l'objet du marché (des 3 derniers exercices disponibles): 60 %. Critère no 2: relatif aux capacités techniques (20 %). Critère no 3: relatif aux capacités professionnelles (50 %).- sous-critère no 1: Nombre total de " références qualifiées "

pour chacune des trois dernières années (2019, 2020 et 2021) correspondant à l'objet du marché : 50% ; - sous-critère no 2 : Nombre de " références qualifiées " eu égard au montant de la mission, pour chacune des trois dernières années (2019, 2020 et 2021): 50%

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

voir rubrique Vi.3) Informations complémentaires

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

conformément aux dispositions de l'article L. 822-1 du Code de commerce, les fonctions de commissaire aux comptes ne peuvent être exercées que par les personnes inscrites sur une liste établie par le Haut conseil du commissariat aux comptes. Par conséquent, chaque candidat admis à remettre une offre devra, préalablement à l'envoi du dossier de consultation, apporter la preuve que le commissaire aux comptes titulaire et le suppléant qu'il propose figurent dans cette liste

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

cf. Article 7 du RAPC joint au dossier de consultation : 1/ Son chiffre d'affaires global pour chacun des trois derniers exercices disponibles. 2/ Son chiffre d'affaires concernant les services correspondant à l'objet du marché pour chacun des trois derniers exercices disponibles. /!\ Il est précisé au candidat que : Les services correspondant à l'objet du marché s'entendent comme des missions de commissariat aux comptes pour des organismes appliquant les règles de la comptabilité publique de l'état au sens du décret no 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et, de ses arrêtés d'application. 3/ son bilan concernant le dernier exercice disponible. cf. Article 10 du RAPC joint au dossier de consultation: critère relatif aux capacités financières (30%). Ce critère est examiné à partir de l'importance des chiffres d'affaires. Les sous-critères de notation et leurs modalités de mise en oeuvre sont précisés à l'article 10 du RAPC

Minimum level(s) of standards possibly required:

(examiné à partir du bilan fourni par le candidat au titre du dernier exercice disponible) :>> Le ratio (de solvabilité) suivant doit être supérieur ou égal à 20% (pour le dernier exercice disponible) : Total des capitaux propres / Totalité du passif à défaut, la candidature est éliminée

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

cf. Article 7 du RAPC joint au dossier de consultation : 1/ Une déclaration indiquant ses effectifs moyens annuels pendant les trois dernières années (2019, 2020 et 2021). 2/ ses " références " de services correspondant à l'objet du marché à passer références pour lesquelles les services ont été fournis au cours des trois dernières années (2019, 2020 et 2021). 3/ Au titre des références, le candidat communique (pour chaque référence) :- les prestations réalisées, et obligatoirement le type de comptabilité de l'entité bénéficiaire des prestations (contrôlée) (objet de la référence), - le nom du client et sa typologie (statut), - pour chaque client, le candidat précise la date de conclusion du contrat ainsi que sa durée. Sont prises en compte les références dont la réalisation a lieu sur les trois dernières années (au moins un exercice contrôlé sur les trois dernières années). - le montant de la référence en euros hors taxes, c'est à dire : le montant du contrat signé. 4/ Si, pour des raisons de confidentialité liées au contrat, le candidat ne peut communiquer le montant exact, il indique obligatoirement une fourchette en euros hors taxes dans laquelle le montant du contrat est compris. cf. Article 10 du RAPC joint au dossier de consultation: - critère relatif aux capacités techniques (20%) le critère relatif aux capacités techniques est analysé à partir des effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des trois dernières années (2019, 2020 et 2021). - critère relatif aux capacités professionnelles (50%) le critère relatif aux capacités professionnelles est analysé à partir des " références " de services correspondant à l'objet du marché à passer, pour lesquelles les services ont été effectués au cours des trois dernières années (2019, 2020 et 2021). (cf. Attentes décrites à l'article 7 du RAPC joint au dossier de consultation). Ces services s'entendent comme des " missions de commissariat aux comptes pour des organismes appliquant une comptabilité publique de l'état au sens du décret no 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et de ses arrêtés d'application ". Pour l'évaluation du critère, il est également tenu compte du nombre de références telles que définies ci-dessus et du montant de mission présenté dans la référence. Pour mémoire, le montant estimé annuel du marché s'élève à 45 000 euros hors taxe. les sous-critères de notation et leurs modalités de mise en oeuvre sont précisés à l'article 10 du RAPC

Minimum level(s) of standards possibly required:
aucun

III.2. Conditions related to the contract

III.2.1. Information about a particular profession

Execution of the service is reserved to a particular profession Reference to the relevant law, regulation or administrative provision:

ce marché est réservé à la profession de commissaire aux comptes en application des articles du code de Commerce relatifs à cette profession (livre VIII- titre II)

III.2.2. Contract performance conditions

une Clause d'insertion par l'activité économique est prévue dans le cahier des clauses administratives particulières (ccap). Le régime de droits de propriété intellectuelle est précisé dans le ccap. Il est notamment prévu une cession à titre exclusif des résultats et une concession d'utilisation sur les connaissances antérieures

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Restricted procedure

IV.1.3.

Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 23/11/2022 Local time: 17:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 6 (from the date stated for receipt of tender)

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

la procédure retenue est celle de l'appel d'offres restreint. La procédure se déroule en 2 étapes: étape 1: la sélection des candidatures se termine lorsque le pouvoir adjudicateur a arrêté la liste des candidats admis à présenter une offre. Le nombre maximal de candidats admis à présenter une offre est restreint à 5, sauf si le nombre de candidatures présentées (jugées recevables, capables au regard des niveaux minimaux spécifiques exigés) n'est pas suffisant. Étape 2: la remise des offres par les candidats sélectionnés, à l'issue de la première étape, l'inca adresse à l'ensemble des candidats sélectionnés pour la remise de leurs offres un dossier de consultation. Le marché à passer revêt la forme d'un marché ordinaire à montant global et forfaitaire conclu en application des dispositions de l'article R.2112-6 2° du Code de la commande publique. Les conditions de participation à la procédure (contenu des candidatures, dépôt du pli) figurent dans le RAPC joint au dossier de consultation. Le dossier de consultation est téléchargeable en se connectant sur le site <https://www.achatpublic.com>, puis en effectuant les actions suivantes: à la rubrique "Vous êtes une entreprise", cliquer sur "Salle des marchés", puis à la rubrique "Rechercher une consultation", cliquer sur "Recherche avancée", puis saisir "Inca" dans le champ de saisie "Organisme" et saisir "04ajacdaf22" dans le champ de saisie "Référence de la consultation", puis cliquer sur le contenu de l'intitulé de la consultation, puis dans la rubrique "Consultation", cliquer sur "Pièces du marché", puis télécharger le dossier. Il vous sera proposé de vous identifier. Le dossier peut être téléchargé anonymement mais l'identification est fortement conseillée aux opérateurs économiques afin qu'ils soient avertis des modifications ou précisions éventuellement apportées au dossier de consultation. Durant le délai de publication de la procédure, les opérateurs économiques peuvent poser des questions (obligatoirement déposées sur le profil d'acheteur) sur les documents du dossier mis à leur disposition. Les date et heure limites de dépôt des questions figurent dans le Règlement d'appel public à la concurrence. Les critères, sous-critères et modalités de mise en oeuvre des critères de choix des candidatures sont publiés dans le règlement d'appel à candidature. Aucune prime, ni indemnité ne sera versée aux candidats au titre de la présente mise en concurrence

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: tribunal administratif de cergy-pontoise

Postal address: 2-4 boulevard de l'hautil BP 30322

Town: Cergy Pontoise Cedex

Postal code: 95017

Country: France

E-mail: Greffes.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

Telephone: +33 130173400

Fax: +33 130173459

Internet address: <http://www.cergy-pontoise.tribunaladministratif.fr>

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:

- Référé précontractuel (art. L.521-1 et suivants du Code de justice administrative (Cja)) : depuis le début de la procédure jusqu'à la signature du marché (date de signature non incluse). Si le juge est saisi après la conclusion du marché, la requête est irrecevable. - référé contractuel sous conditions (art. L. 551-13 et suivants du Cja) : 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du marché au Journal Officiel de l'union européenne (Joue) - recours de pleine juridiction en contestation de la validité du marché ouvert aux tiers au marché susceptibles d'être lésés dans leurs intérêts, et pouvant être exercé dans les 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées

VI.5. Date of dispatch of this notice

20/10/2022